

Perspectives économiques mondiales

Vents budgétaires contraires et reprise

Moyen-Orient et Afrique du Nord

été 2010

© 2010 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433 (États-Unis d'Amérique)
Téléphone : 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org
E-mail: feedback@worldbank.org
Tous droits réservés
1 2 3 4 13 12 11 10

Cette publication est produite par le personnel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. Ce document a été publié en anglais dans le cadre de la publication *Global Economic Prospects 2010* et traduit pour le site Web *Perspectives pour l'économie mondiale* (<http://www.worldbank.org/perspectives>). En cas de désaccord, la langue d'origine sera déterminante. Les observations, interprétations et conclusions présentées ici ne reflètent pas nécessairement les vues des membres du Conseil d'Administration de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente publication n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement

Droits et licences

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, normalement, accorde sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir cette autorisation, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, Massachusetts, 01923, USA ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site Web : www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2422 ; email : pubrights@worldbank.org.

Moyen-Orient et Afrique du Nord¹

Développements récents

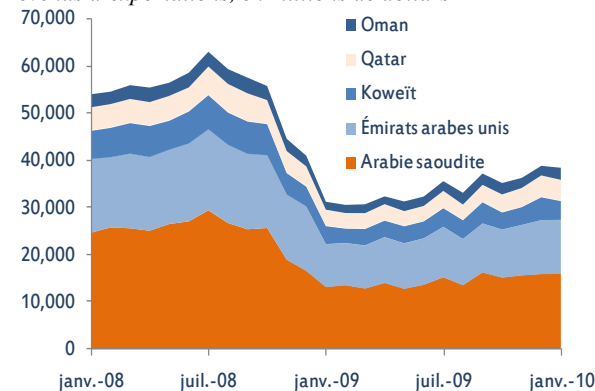
La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord montre des signes provisoires de reprise en 2010.

Les développements relatifs à l'environnement extérieur de la région ont en règle générale été favorables au cours de la deuxième moitié de 2009 et des premiers mois de 2010, alors que la crise financière et la récession mondiale ont cédé la voie à de nouveaux espoirs de reprise robuste, avec les pays en développement en tête. Toutefois, les changements relatifs aux marchés financiers internationaux et les développements de la croissance économique ont également marqué une transition, en favorisant ou en pénalisant, le groupe de pays à revenu élevé et en développement exportateurs de pétrole ainsi que les économies plus diversifiées de la région. De 2008 à 2010, les politiques des gouvernements régionaux ont posé les bases de l'absorption de la croissance intérieure, en fonction de la disponibilité de l'espace budgétaire et de la marge de manœuvre relative à l'inflation. Ces bases et la manière dont les mesures seront modifiées ou éliminées entre 2010 et 2012 joueront un rôle clé dans les perspectives de ces pays. Tout comme le ralentissement de la croissance régionale a varié grandement d'un pays à l'autre au cours de la récession de 2009, la reprise sera également différente d'un pays à l'autre. Cette reprise dépendra d'un ensemble de conditions initiales et de l'intensité des effets véhiculés par les canaux de transmission. Ainsi, le prix du pétrole et la balance des paiements auront une incidence sur les échanges commerciaux, les envois de fonds et les flux d'investissements étrangers directs (IED). Toutefois, de sérieux vents contraires, tant pour les exportateurs de pétrole que les économies diversifiées, se sont levés au cours des premiers mois de 2010.

Hausse des revenus provenant des hydrocarbures. Alors que l'intensité de la récession mondiale a commencé à s'atténuer à la fin de 2009, des pressions à la hausse sur le prix du pétrole ont commencé à se faire sentir. Ces pressions émanent i) des attentes des marchés quant à un éventuel retour d'une robuste demande de la part des pays en développement et ii) d'importantes réductions dans la production de pétrole brut des pays membres de l'OPEP pour restreindre la croissance de l'offre mondiale et fixer un plancher pour les prix. Ensemble, ces développements ont permis une augmentation graduelle des revenus tirés du pétrole et du gaz par les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, mais également à faible revenu et à revenu intermédiaire. Cette hausse qui a commencé à la fin de 2009 s'est poursuivie au cours des premiers mois de 2010 (Graphique B4.1). La hausse totale s'est élevée à 25 %, portant les revenus totaux à un rythme annualisé de 605 milliards de dollars en janvier 2010. Cette

Graphique B4.1 Les pays pétroliers à revenu élevé ne connaissent qu'une lente reprise

revenus d'exportations, en millions de dollars



Source : données de la Banque mondiale.

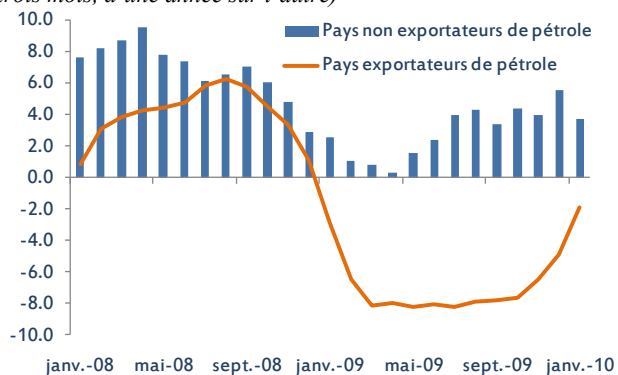
¹ Les pays à revenu faible et intermédiaire du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord tels que présentés dans ce rapport comprennent l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la République du Yémen (pays à faible revenu). Plusieurs économies en développement ne sont pas couvertes par ce rapport en raison d'une insuffisance de données, notamment Djibouti, l'Irak, la Libye, la Cisjordanie et Gaza. Les économies à revenu élevé de cette région géographique, notamment les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le Bahreïn, le Koweït, Oman et l'Arabie saoudite sont couvertes par ce rapport sous le terme « autres pays à revenu élevé ». Toutefois, étant donné que le CCG est de plus en plus lié aux économies en développement de la région, une brève discussion relative aux développements économiques de celle-ci est incluse dans cette annexe. Parmi les pays membres du CCG, il n'y a pas suffisamment de données pour inclure le Qatar et les Émirats arabes unis dans la base de données et dans le modèle prévisionnel utilisé pour la rédaction de ces prévisions.

situation est positive par rapport aux revenus totaux de 2009 de 530 milliards de dollars et permet d'exprimer un certain optimisme quant à l'avenir.

Les réductions de production du pétrole brut en 2009 et au début de 2010, entamées dans un effort pour réduire les stocks massifs à l'échelle mondiale, ont été importantes et ont causé du tort aux exportateurs de pétrole à revenu élevé en entraînant le PIB du secteur pétrolier fortement à la baisse. De généreuses dépenses réalisées avec les réserves ont été faites pour protéger l'économie non pétrolière des retombées de ce phénomène. À la mi-2009, la baisse de production de pétrole brut pour ce groupe se situait entre 8 % et 9 % par rapport à son niveau de l'année précédente et la baisse pour l'ensemble de l'année 2009 se situait à 7,8 % (Graphique B4.2). Par rapport à la mi-2009, la réduction de production s'est atténuée et la production de pétrole brut s'est redressée pour se situer en janvier 2010 à un niveau de 2 % inférieur à celui de janvier 2009. Après avoir réalisé ces efforts minimum de gestion de la production (étant donné la non-conformité traditionnelle des quotas de l'OPEP) et grâce à des gains plus solides du côté du PIB des pays en développement, le prix du pétrole a continué à progresser pour se situer bien au-delà de 70 dollars le baril au début de 2010, contre 50 dollars le baril au printemps de 2009.

Graphique B4.2 La production pétrolière et non pétrolière connaît une reprise

Production industrielle, variation en % (moyenne mobile de trois mois, d'une année sur l'autre)



Source : Banque mondiale.

En effet, après cinq trimestres consécutifs de baisse, la demande mondiale en pétrole a augmenté au cours du dernier trimestre de 2009, entraînée à la hausse par la forte demande de la Chine qui a progressé de 1,3 million de barils par jour ou de 17 % (d'une année sur l'autre). Toutefois, l'approvisionnement mondial en pétrole est ample. L'excédent de capacité de l'OPEP a augmenté de 6,5 millions de barils par jour suite à la récente réduction de production, soit environ le même niveau qu'en 2002 alors que le prix du pétrole était de 25 dollars le baril.

Pour les économies diversifiées, des signes d'un début de reprise apparaissent du côté des exportations de biens, ce qui se traduit dans une moindre mesure par un retour d'une croissance plus solide de la production industrielle (Graphique B4.2). L'inflation s'est atténuée pour se stabiliser à des taux modérés dans ces économies, contribuant à soutenir les mesures monétaires conçues pour abriter leurs systèmes financiers contre les perturbations en ce contexte de crise. De plus, en dépit du ralentissement économique mondial, la baisse des envois de fonds, des recettes touristiques et des flux d'investissements étrangers directs (IED) essentiels vers les pays en développement de cette région peut être considérée comme modérée, vu l'ampleur qu'aurait pu avoir une telle baisse étant donné la détérioration des conditions économiques dans les pays sources. Toutefois, pour les exportateurs de pétrole et les pays à l'économie diversifiée, des vents contraires se sont levés au cours des derniers mois du printemps de 2010.

Des vents contraires à proximité. Les événements survenus en Europe entre avril et juin 2010, occasionnés par les problèmes de dette souveraine de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, ainsi que l'aide à la stabilisation du FMI et de l'UE pour la zone euro qui a été annoncée par la suite, ont nui à plusieurs des importantes tendances émergentes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ainsi, le prix du pétrole a chuté de 85 dollars à 70 dollars le baril entre la première semaine et la troisième semaine du mois de mai 2010, alors que la possibilité d'une diminution de la demande mondiale en pétrole soulevait des inquiétudes. De plus, les perspectives économiques pour l'Europe se sont également assombries et des mesures d'austérité ont été mises en place dans les pays lourdement endettés du Sud de la zone euro ainsi qu'en Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni et ailleurs. Ces ajustements auront pour effet de

ralentir l'activité économique à court terme. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est rapidement dégradée alors que l'euro s'est fortement déprécié face au dollar, ce qui aura des implications négatives pour la demande et les exportations européennes provenant du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en 2010 et 2011. Au moment de la rédaction de ce rapport, le potentiel de contagion financière demeure élevé au sein de l'Europe et entre l'Europe et ses régions en développement voisines, notamment l'Europe et l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

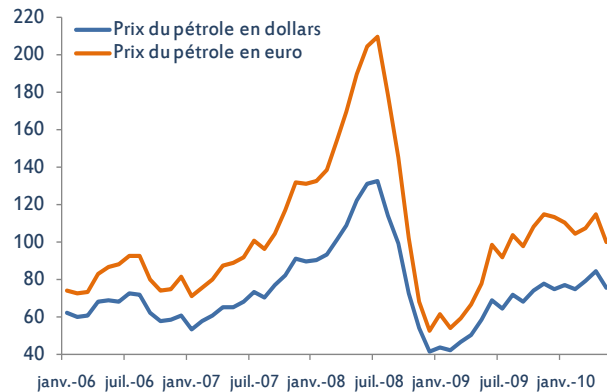
La dépréciation de l'euro est un facteur mitigé pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les exportateurs de pétrole, dont les encaissements sont libellés en dollars, mais dont la majeure partie de l'approvisionnement en biens de consommation et d'investissement sont effectués en euros en Europe, bénéficieront d'une augmentation du pouvoir d'achat des exportations. Pour le groupe de pays dont l'économie est diversifiée, la dépréciation de l'euro aura un impact moins important puisque tant les encaissements étrangers que les dépenses engagées ont tendance à être réalisées en euros (Graphique B4.3).

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été moins touchée par la crise que la plupart des régions en développement. Pour comprendre les récents développements, il est important de noter que, contrairement à d'autres régions en développement qui sont fortement intégrées aux marchés financiers mondiaux et qui ont des liens commerciaux étroits avec le reste du monde, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord n'a quant à elle subi que des effets modérés de la crise mondiale et de la récession. La perte de 1 point de pourcentage de croissance au cours de 2009 (d'une croissance du PIB de 4,2 % pour les pays en développement de la région en 2008 à 3,2 % en 2009) est relativement bonne par rapport à la perte de 9,5 points de pourcentage de la croissance en Europe et en Asie centrale, de 6,4 points de pourcentage en Amérique latine et dans les Caraïbes et de 4 points de pourcentage pour les pays en développement dans leur ensemble.

Au sein de la région dans son ensemble, les économies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont été les plus durement touchées par la crise, en raison de l'important choc des termes de l'échange associé à la chute du prix du pétrole et du choc financier qui a déstabilisé les banques intérieures qui avaient dépassé leurs possibilités financières, ce qui a en partie donné lieu à l'éclatement de la bulle immobilière. Les problèmes de dette de Dubaï et des Émirats arabes unis ont été les premiers facteurs qui ont attiré l'attention du reste du monde sur la possibilité de « défaut de la dette souveraine » dans la région. Les marchés boursiers des pays exportateurs de pétrole ont chuté dès le début de la crise et la reprise a été exceptionnellement léthargique étant donné que des incertitudes

Graphique B4.3 Le pétrole a maintenu sa valeur exprimée en euros

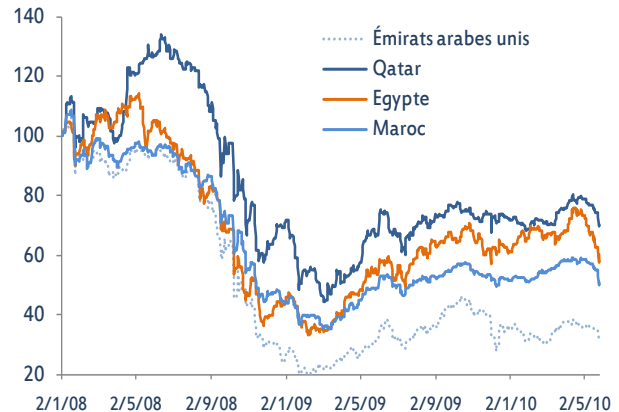
Prix du pétrole de la Banque mondiale exprimé en dollars et en euros



Source : Banque mondiale.

Graphique B4.4 Les marchés boursiers sont encore en baisse

Indice des marchés boursiers en USD, janvier 2008=100



Source : Morgan-Stanley.

planent toujours sur les marchés quant aux piliers financiers de ces économies (Graphique B4.4). Une diminution du PIB du groupe, de 5,3 % l'année précédente à 0,2 % en 2009, liée à la perte des revenus tirés du pétrole et à une réduction de la production pétrolière, a entraîné à la baisse la confiance dans l'ensemble de la région et a donné le ton à une croissance plus faible. L'excédent courant des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé a chuté de 10 % de leur PIB, contre 30 % en 2008, alors que l'excédent financier a diminué de 20 points de pourcentage. Les envois de fonds, et en particulier les flux d'IED de ce groupe à destination des pays en développement de la région, qui étaient devenus une importante source de financements et d'investissements, ont ralenti, supprimant un important facteur de croissance dans les pays en développement de cette région.

Le Tableau B4.1 (ci-dessous) fait ressortir un certain nombre de développements marquants pour la région entre 2009 et 2010. La croissance des revenus par habitant des pays en développement de la région a diminué de près de 1 point de pourcentage en 2009 pour ne progresser que de 1,5 %, après deux années consécutives de gains solides. Les dépenses des ménages ont progressé à un rythme moins soutenu en 2009. Elles devraient demeurer faibles jusqu'en 2010 (selon des comparaisons historiques), freinées par de potentielles pertes d'emplois, la diminution de l'aide fournie par le gouvernement, la faiblesse des niveaux de confiance et une baisse des envois de fonds des travailleurs. Les performances commerciales ont reflété la baisse des exportations d'hydrocarbures et de biens, mais une certaine reprise est attendue en 2010.

Tableau B4.1 Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	95-05 ¹	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.4	5.3	4.2	3.2	4.0	4.3	4.5
PIB par habitant, \$ constants	2.7	3.5	2.4	1.5	2.3	2.6	2.8
PIB en PPA ³	4.5	5.6	4.1	3.1	4.0	4.3	4.4
Consommation privée	4.2	6.1	5.4	3.6	4.1	4.7	5.2
Consommation publique	3.3	4.3	7.8	10.7	8.5	6.5	5.7
Investissement en capital fixe	6.5	14.3	15.3	4.5	4.6	4.4	4.5
Exportations, BSNF ⁴	4.9	4.9	0.6	-12.3	2.0	4.3	5.1
Importations, BSNF ⁴	5.7	12.2	13.8	-7.3	4.4	5.7	6.5
Exportations nettes, contribution à la croissance	-0.2	-2.1	-4.6	-1.7	-0.9	-0.7	-0.7
Solde courant, en % du PIB	2.9	10.5	7.5	-1.4	0.4	-0.3	-1.1
Déflateur du PIB, valeur médiane	5.2	7.3	17.5	6.7	6.6	3.4	4.3
Équilibre budgétaire, % du PIB	-1.5	0.0	1.6	-5.0	-4.6	-4.1	-3.1

Pour Mémoire: PIB

Région géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord ⁵	4.0	4.7	4.7	1.9	3.9	4.3	4.4
Ressources abondantes - Imp. de main d'œuvre ⁶	3.6	3.9	5.3	0.2	3.7	4.2	4.4
République arabe d'Égypte	4.4	7.1	7.2	4.7	5.0	5.5	5.7
République islamique d'Iran	4.8	6.2	2.3	1.8	3.0	3.2	3.2
Algérie	4.0	3.0	2.4	2.1	4.6	4.1	4.3

Source : Banque mondiale. Remarques : e = estimations; p = prévisions

1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2005.

3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2005.

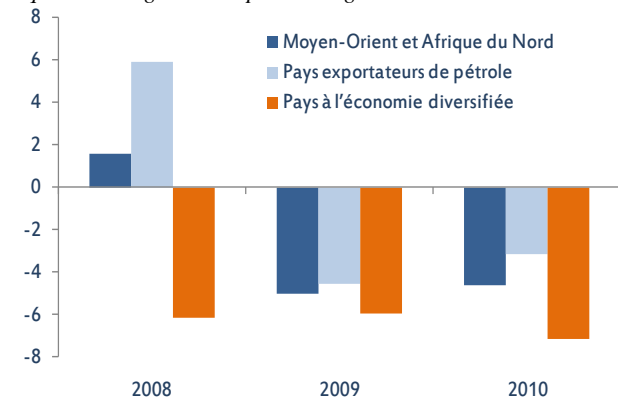
4. Exportations et importations, BSNF.

5. La région géographique comprend les pays à revenu élevé suivants : Arabie saoudite, Barheïn, le sultanat d'Oman et Koweït.

6. L'Arabie saoudite, Barheïn, le sultanat d'Oman et le Koweït.

Dans ce contexte, l'excédent courant des pays en développement de la région est passé à un déficit de 1,4 % du PIB en 2009, une importante contraction par rapport aux sommets de près de 10 % de 2007. Toutefois, l'excédent régional devrait s'améliorer modérément en 2010 pour s'établir à 0,4 % du PIB grâce à une hausse des revenus tirés du pétrole. La croissance de la consommation publique à l'appui de la demande intérieure a fait un bond pour se situer à près de 11 % en 2009, faisant passer l'équilibre budgétaire d'un excédent de 1,6 % du PIB en 2008 à un déficit de 5 % du PIB en 2009. Les manques à gagner budgétaires devraient continuer à se multiplier jusqu'en 2012 (Graphique B4.5).

Graphique B4. 5 Les déficits publics s'alourdissent
Équilibre budgétaire en pourcentage du PIB



Source : Banque mondiale.

Les revenus des pays exportateurs de pétrole à faible revenu et à revenu intermédiaire ont diminué de moitié. L'Algérie, l'Iran, la Syrie et le Yémen ont collectivement subi une diminution de moitié de leurs revenus tirés des hydrocarbures en 2009 alors que leurs exportations ont diminué de 40 %, passant de 212 milliards de dollars en 2008 à 125 milliards de dollars en 2009. En raison de cette baisse massive de revenus, l'excédent courant du groupe a chuté de 18 % à 3 % du PIB. Pour les pays hautement tributaires des revenus tirés du pétrole pour i) financer les infrastructures à long terme et les projets de logement (Algérie), ii) subventionner les dépenses des consommateurs (Iran), ou iii) renforcer et maintenir la capacité d'exportation de plus grandes quantités de gaz naturel liquéfié (Yémen), l'effondrement virtuel de ces revenus a porté un dur coup à leur croissance économique. Toutefois, un raffermissement des activités dans le secteur non pétrolier (Algérie) a contribué à atténuer l'impact de cette perte de revenus. Bien que les dépenses publiques dans ces pays soient généralement procycliques, lors de la crise actuelle, l'Algérie et l'Iran ont eu recours à un relâchement de leur politique monétaire et à des mesures de relance budgétaire pour favoriser la croissance économique. Comme c'est le cas pour les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, les revenus tirés du pétrole de ce groupe ont augmenté récemment alors que le prix du pétrole s'est apprécié pour se situer à environ 80 dollars le baril au début de 2010 et que la production d'hydrocarbures en Algérie est retournée en territoire positif en date de février 2010 (3,1 % d'une année sur l'autre) et que celle de l'Iran a progressé de 1,6 % au cours de la même période.

Les développements économiques ont évolué rapidement en *Irak* ces derniers mois. La position budgétaire du pays s'est considérablement détériorée en 2009 pour afficher un déficit de 22 % de son PIB en raison de l'importante baisse du prix du pétrole qui mine ses revenus, comparativement à de modestes excédents en 2007 et 2008. Parallèlement, la croissance du PIB du pays est passée d'une hausse soudaine de 9,5 % en 2008 à une hausse de 4,6 % en 2009 en raison, une fois de plus, de l'affaiblissement du cours du pétrole. Un nouvel accord de crédit Stand-By du FMI ainsi qu'un prêt à l'appui du développement d'une politique budgétaire durable de la Banque mondiale ont été approuvés pour ce pays en février 2010.

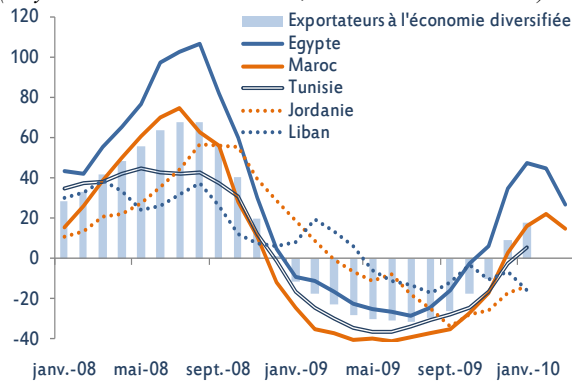
Les économies diversifiées sont durement touchées par la récession en Europe. Les économies les plus diversifiées de la région, notamment l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, ont été directement touchées par la récession dans des marchés clés pour leurs exportations vers l'Union européenne et, dans une moindre mesure, vers les États-Unis. Leurs exportations ont enregistré une importante baisse au cours de 2009, mais des signes de reprise ont été constatés au cours des premiers mois de 2010. La production industrielle a en grande partie suivi à la baisse, dans le sillage de la diminution des exportations. Même si ces économies qui sont (en grande partie) importatrices de pétrole ont bénéficié d'une importante baisse de leurs dépenses d'importation, grâce à une amélioration considérable des termes de l'échange, elles souffrent également des lourdes conséquences indirectes de la crise financière et de la récession. Ces conséquences comprennent une diminution des envois de fonds en

provenance de l'Europe et des pays exportateurs de pétrole de la région, une baisse des flux d'IED en provenance des pays exportateurs de pétrole de la région et une réduction des arrivées touristiques en raison de la crise.

La politique budgétaire des économies diversifiées devrait continuer à être expansionniste alors que les pays ont recours à diverses mesures pour stimuler la demande. Ces mesures auront toutefois des conséquences néfastes sur les équilibres budgétaires de certaines économies telles que le Liban, la Jordanie et l'Égypte dont l'espace budgétaire est limité, et la position budgétaire de ces pays pourrait devenir un obstacle à leur croissance à long terme.

Graphique B4. 6 La reprise des exportations s'essouffle

valeur des exportations, en milliards de dollars, variation en % (moyenne mobile sur trois mois, d'une année sur l'autre)



Source : Banque mondiale.

demande intérieure qui avait, quant à elle, également été minée par plusieurs importants facteurs indirects pendant la crise. La production industrielle du groupe est passée de gains de 10 % au début de 2008 (d'une année sur l'autre), à presque zéro au printemps 2009, quoique les résultats diffèrent grandement selon les pays (Graphique B4.7).

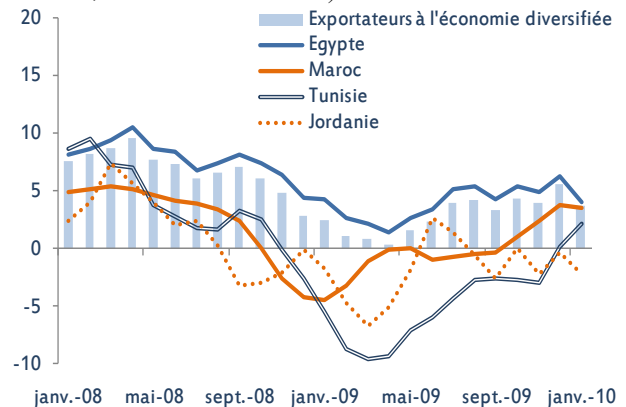
Des signes précurseurs de reprise ont été enregistrés, propulsant la croissance des exportations de marchandises du groupe à 18 % en janvier 2010 (d'une année sur l'autre), et celles de l'Égypte et du Maroc à 45 % et 23 % respectivement en février. La production n'a pas encore réagi à ce nouvel essor, et il est possible que les entreprises utilisent les stocks existants pour répondre à la demande, ce qui est un signe de prudence étant donné les circonstances mondiales actuelles.

Le Tableau B4.2 illustre les récents développements et fournit des estimations relatives aux flux financiers et de revenus auxiliaires importants à destination de la région, notamment pour les envois de fonds des travailleurs, les recettes touristiques et les flux nets d'IED. Pour le groupe de pays à l'économie diversifiée, ces flux sont particulièrement importants en tant qu'ajouts aux revenus des ménages (envois de fonds), revenus et investissements dans la croissance des infrastructures (tourisme) et en tant que financements extérieurs (IED).

Parmi les exportateurs les plus proéminents du groupe, les exportations de marchandises de l'Égypte ont fait un bond de plus de 100 % (d'une année sur l'autre) au cours de l'été 2008 (effets de la vigueur des exportations du pétrole), avant de chuter de 30 % l'année d'après (Graphique B4.6). De manière plus générale, l'importante baisse de la demande en importations de l'Europe a pavé la voie de la croissance des pays exportateurs à l'économie diversifiée. Cette croissance a atteint un sommet de près de 70 % au cours de l'été 2008, puis est retombée à presque zéro avant la fin de cette même année, avant de repartir à la hausse. La production des économies diversifiées a été directement touchée par la diminution des exportations ainsi que par l'affaiblissement de la

Graphique B4. 7 La croissance industrielle est modeste dans les pays aux exportations diversifiées

production industrielle, variation en % (moyenne mobile de trois mois, d'une année sur l'autre)



Source : Banque mondiale.

Tableau B4.2 Envoi de fonds, revenu touristique, et investissements directs étrangers dans certains pays de la région de Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pays	Envoi de fonds			Revenu touristiques			Apports nets d'IDE		
	2007	2008	2009e	2007	2008	2009e	2007	2008	2009e
Région									
en milliards de dollars	29.6	33.8	31.8	29.2	35.1	32.2	23.4	28.4	19.2
en % du PIB	4.2	4.0	3.8	4.2	4.2	3.9	3.3	3.4	2.3
Egypte									
en milliards de dollars	6.3	8.4	7.6	8.2	10.8	10.5	11.1	13.2	8.1
en % du PIB	4.8	4.7	3.9	6.3	6.1	5.4	8.5	7.5	4.2
Jordanie									
en milliards de dollars	3.4	3.8	3.6	2.3	2.9	2.5	1.9	2.0	1.5
en % du PIB	20.8	18.5	15.4	14.0	14.4	10.7	11.5	9.5	6.4
Maroc									
en milliards de dollars	6.7	6.8	6.3	7.2	7.2	6.6	2.2	2.0	1.3
en % du PIB	8.9	7.7	6.9	9.5	8.1	7.3	2.9	2.3	1.4
Tunisie									
en milliards de dollars	1.7	2.0	2.0	2.6	2.9	2.4	1.6	2.7	2.0
en % du PIB	4.9	4.9	5.0	7.4	7.3	6.1	2.1	3.2	2.2
Pour mémoire :									
Diversifié									
en milliards de dollars	23.9	28.2	26.5	29.2	35.1	32.2	18.6	22.5	14.1
en % du PIB	9.3	8.8	7.5	11.4	10.9	9.2	7.2	7.0	4.0

Sources : Banque mondiale, ONU--Organisation mondiale du tourisme (OMT), Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (CNUCED), Banque centrale d'Egypte (CBE). Remarque : e = estimations.

Pour les pays en développement de la région MENA, les flux d'envois de fonds des travailleurs ont atteint un record historique de 33,8 milliards de dollars en 2008. Cela représente 4 % du PIB régional. L'Égypte est le plus important bénéficiaire des envois de fonds, avec 8,4 milliards de dollars, tandis que le Liban est le pays où la part de tels flux est la plus élevée, les envois de fonds représentant près de 20 % de son PIB. Étant donné la détérioration des conditions d'emploi au sein de l'Union européenne, et notamment des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, les flux d'envois de fonds ont diminué de 6 % en 2009 pour se situer à 31,8 milliards de dollars, ou 3,8 % du PIB régional. De plus, les estimations pour 2010 sont loin d'être prometteuses en raison des incertitudes qui perdurent au sujet des économies européennes. Les effets de propagation d'une telle baisse sur les dépenses à la consommation et les investissements privés des économies diversifiées du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont particulièrement importants.

Les recettes touristiques ont également atteint des niveaux record dans la région en 2008 en se chiffrant à 35,1 milliards de dollars, ou 4,2 % du PIB de la région. Les recettes touristiques, qui sont les plus élevées en Égypte avec près de 11 milliards de dollars en 2008, mais qui sont d'une plus grande importance pour la Jordanie puisqu'elles représentent 14,4 % de son PIB, sont une source significative de croissance de l'emploi, avec de nombreux « effets de multiplication » sur les communautés locales. Une analyse de l'Organisation mondiale du Tourisme des Nations Unies et du Conseil mondial du voyage et du tourisme indique que le tourisme a été particulièrement affecté par le ralentissement économique mondial après une solide performance en 2008. Au cours de cette année-là, les arrivées touristiques ont augmenté de 2 %, mais elles ont été durement touchées par la crise financière au cours de la deuxième moitié de l'année, diminuant de 1,5 % par rapport à la période comparable de l'année précédente. Le Moyen-Orient a toutefois enregistré les plus importants gains en termes d'arrivées internationales, déplaçant jusqu'à 55 millions de personnes en 2008, soit une croissance de 18 %. L'Afrique du Nord a également vu ses arrivées touristiques croître de 5 % pour se chiffrer à 17,2 millions de personnes en 2008.

Les conditions de voyage en 2009 et au début de 2010 se sont considérablement détériorées ; l'Organisation mondiale du tourisme estime que les arrivées mondiales ont diminué d'un bon 4 % cette année. Les estimations de recettes touristiques pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour 2009 anticipent une baisse de 3 milliards de dollars, ou de 8,5 %, qui touchera surtout l'Égypte, la Jordanie et le Maroc. La baisse des recettes touristiques en provenance de l'Europe et des pays de l'OCDE a été en partie contrebalancée par une augmentation des touristes en provenance de la région, une tendance à la hausse au cours de ces dernières années. Il est toutefois fort probable que les recettes touristiques continueront à diminuer en 2010, étant donné que l'environnement mondial est loin d'être propice à leur croissance, notamment en Europe.

Étant donné les développements négatifs survenant dans les économies qui servent de principale source de *flux d'IED* à destination des pays en développement de la région, on estime que de tels flux auront fortement diminué pour se situer à 32 % soit 19,2 milliards en 2009. Les récents développements en Europe et dans les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé indiquent que les IED pourraient continuer à diminuer en 2010. Les implications d'une baisse d'IED sont importantes pour la région, étant donné que le dynamisme de la croissance des investissements privés des dernières années, en grande partie soutenu par les IED, s'essoufflera en 2009 et 2010. De plus, au fur et à mesure que les positions budgétaires se détérioreront en 2010, le manque d'IED en tant que source de financement extérieur se fera davantage sentir.

Les flux de capitaux à destination des économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord autres que les IED, sont relativement faibles tant en termes de dollars qu'en pourcentage du PIB. Les développements au cours de 2009 reflètent la diminution préalablement notée des IED, avec une hausse de 3,2 milliards de dollars des flux nets d'emprunt, composés de 2,7 milliards de sources publiques et de 0,5 milliard de dollars de créanciers privés. Les flux à court terme sont passés de flux entrants nets de 4,4 milliards de dollars en 2009, contre des flux sortants de 3,5 milliards de dollars en 2008 (Tableau B4.3).

Tableau B4. 3. Apports nets de capitaux à la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord

<i>en milliards de dollars</i>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
Apports nets publics et privés	12.2	10.1	16.4	12.2	26.1	18.6	22.0			
Apports nets privés (dette+capitaux)	14.3	13.6	19.4	23.1	24.8	20.1	19.3	30.1	36.2	36.1
..Apports nets privés (% du PIB)	3.1	2.5	3.2	3.2	2.9	1.9	1.8	2.5	2.8	2.6
Apports nets de capitaux	7.7	7.5	16.2	25.9	22.9	26.5	18.8			
..Apports nets d'IED	7.5	6.8	13.8	24.9	25.0	26.1	18.7			
..Apports nets de portefeuilles d'actions	0.2	0.7	2.4	1.0	-2.1	0.4	0.1			
Flux nets générateurs de dette	4.5	2.6	0.2	-13.7	3.2	-7.9	3.2			
..Créanciers officiels	-2.1	-3.5	-3.0	-10.9	1.3	-1.5	2.7			
....Banque mondiale	-0.3	-0.6	0.0	-0.8	1.0	-0.3	0.9			
....FMI	-0.6	-0.5	-0.7	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1			
....Autres créanciers	-1.2	-2.4	-2.3	-9.9	0.4	-1.1	1.9			
..Créanciers privés	6.6	6.1	3.2	-2.8	1.9	-6.4	0.5			
....Flux nets de dettes à moyen et long terme	0.9	2.7	2.9	-1.7	-0.8	-2.9	-3.9			
.....Obligations	0.7	2.8	2.5	0.8	0.7	-0.8	-1.3			
.....Banques	-0.4	-0.1	1.2	-1.4	-0.4	-0.8	-1.7			
.....Autres créanciers privés	0.6	0.0	-0.8	-1.1	-1.1	-1.3	-0.9			
....Flux nets de dettes à court terme	5.7	3.4	0.3	-1.1	2.7	-3.5	4.4			
Solde comptable	-11.3	-33.4	-54.6	-42.8	-57.6	-63.9	-9.1			
Mouvement de réserves (= augmentation)	-23.1	-14.6	-21.7	-38.6	-43.6	-43.2	-14.5			
Pour mémoire										
Envois de fonds des travailleurs	20.4	23.0	25.0	26.0	32.0	35.0	32.0	33.0	34.0	

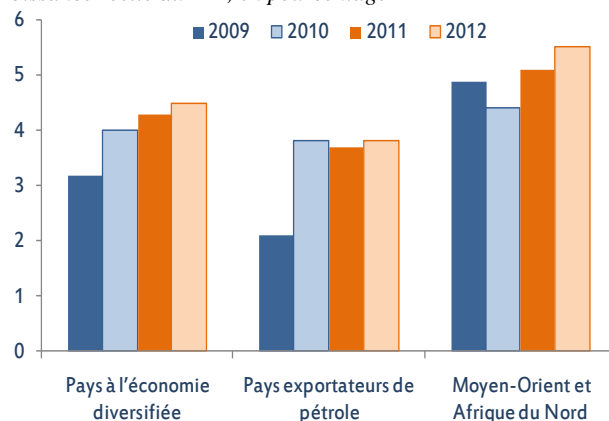
Source : Banque mondiale. e = estimations; p = prévisions

Perspectives à court terme

Même si la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord fait face à des vents contraires dans le contexte international, son économie semble prête à une reprise après les planchers induits par la crise financière mondiale et la récession. Il existe des signes récents d'augmentation des revenus tirés des hydrocarbures, des exportations de marchandises qui commencent à s'étendre à la production de pétrole brut et à la croissance de la production industrielle. Toutefois, les marchés d'exportations demeurent limités par le débouclage de la dette souveraine en Europe et les envois des exportateurs de pétrole devront faire face aux importants stocks de pétrole brut des pays de l'OCDE, totalisant presque un nombre de « jours de consommation » record. Dans ce contexte, et après avoir enregistré des gains de leur PIB de 3,2 % en 2009, la croissance des pays en développement de la région devrait s'accroître à 4 % en 2010, avant qu'un retour en force de la croissance ait lieu avec une croissance de 4,3 % du PIB en 2011 et de 4,5 % en 2012 (Graphique B4.8)².

Graphique B4. 8 La production devrait lentement s'accroître

croissance réelle du PIB, en pourcentage



Source : Banque mondiale.

Les gains du PIB de la région en 2010 devraient être soutenus par une amélioration de la contribution des exportations nettes qui devrait soustraire moins d'un point de pourcentage, contre 1,7 point du PIB en 2009, et par la contribution de la reprise des dépenses des ménages qui devrait passer de trois dixièmes de point à 2,2 points. Ces éléments devraient être suffisants pour contrebalancer une baisse des dépenses à la consommation du gouvernement et des dépenses en investissements, alors que les autorités publiques se rendent de plus en plus compte que les déficits publics doivent être réduits. En effet, en 2010, il est fort probable que les équilibres budgétaires de la région se détériorent, passant d'un excédent de 1,6 % du PIB en 2008 à un déficit de 5 %. La situation est plus difficile pour les pays de la région dont l'économie est diversifiée puisque leurs déficits devraient se situer près de 9 % de leur PIB pour 2009-2010.

Les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé semblent mieux positionnés pour donner le ton à la reprise dans la région MENA, alors que le prix du pétrole suit une tendance haussière et que les conditions financières se stabilisent au sein du groupe. Comme souligné précédemment, la demande en pétrole à l'échelle mondiale a augmenté au dernier trimestre de 2009, principalement concentrée dans les pays en développement, tandis que la demande en provenance des États-Unis s'est améliorée au cours des premiers mois de 2010, portant la croissance de la demande en carburants à l'échelle mondiale à 2 % (d'une année sur l'autre). Dans ce contexte, certaines économies pourraient voir la croissance de leur PIB progresser d'un solide 3,4 points pour se situer à 3,7 % en 2010, et ensuite se raffermir à 4,2 % et à 4,4 % en 2011 et 2012, grâce à une augmentation de la demande en pétrole, à une hausse de la production d'hydrocarbures et à un dégel des dépenses en infrastructures et en développement social.

Au sein des pays en développement, les pays exportateurs de pétrole à faible revenu et à revenu intermédiaire devraient voir leur PIB progresser pour s'établir à 3,8 % en 2010, contre 2,1 % en 2009, alors que la production de pétrole et les volumes d'exportations augmenteront graduellement et que la demande intérieure s'accroîtra. Dans le sillage de la demande mondiale en pétrole, il est fort probable

² La croissance moyenne pour la région en développement du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au cours de la période de 10 ans allant de 1995 à 2005 a été de 4,4 %, ce qui constitue donc une estimation juste du potentiel de croissance de la production des pays en développement de la région.

que cette croissance se poursuive à un rythme d'environ 3,8 % en 2011 et en 2012. Certains de ces pays en développement exportateurs de pétrole bénéficieront de la reprise des pays à revenu élevé de la région étant donné que les exportations vers ce groupe de pays constituent une importante part des expéditions totales. De plus, les pays exportateurs de pétrole en développement qui sont tributaires des redevances du CCG, notamment le Yémen, tireront parti de la reprise.

Pour les pays exportateurs dont l'économie est diversifiée, la reprise dépendra largement des développements en Europe et au sein des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé de la région. La question de savoir si la reprise au sein de l'UE sera minée par la crise de la dette souveraine ou si l'aide à la stabilisation du FMI et de l'UE la favorisera demeure sans réponse. La croissance des pays à l'économie diversifiée devrait diminuer pour se situer à 4,4 % en 2010, contre 4,9 % en 2009, et la croissance du Maroc devrait ralentir à 3 %, contre 5,3 %, alors que la production agricole reviendra à la normale cette année après une récolte exceptionnelle en 2009. Advenant une croissance plus solide en Europe et le retour des revenus auxiliaires et des flux d'investissements dans la région, la croissance des économies diversifiées devrait s'intensifier, se chiffrant à 5,1 % en 2011 et à 5,5 % en 2012.

Les positions de comptes courants actuels devraient s'améliorer en 2010 pour les pays exportateurs de pétrole à faible revenu et à revenu intermédiaire grâce à la remontée du prix du pétrole et de la production, passant de 3,7 % du PIB, contre 0,7 % en 2009, avant de repartir à la baisse (en raison de la relative stabilité du prix du pétrole) à 1,4 % du PIB en 2012. Les déficits devraient perdurer du côté des pays dont l'économie est diversifiée, mais devraient ensuite s'alourdir, de -3,8 % du PIB en 2008 à -5,1 % en 2012 (Graphique B4.9).

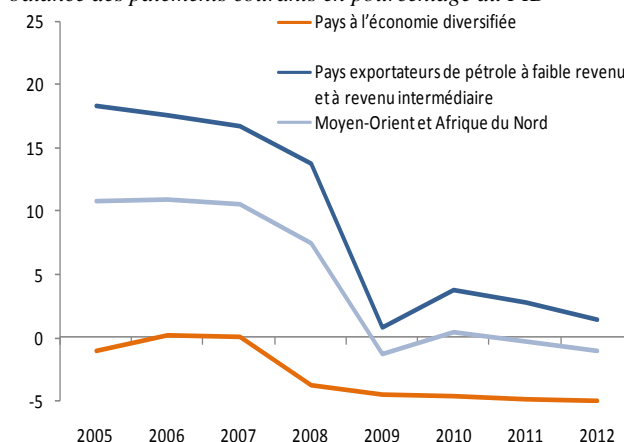
Risques

Les risques dans la région sont regroupés en trois groupes et sont en grande partie à la baisse.

Les incertitudes relatives à l'environnement financier en Europe et la survenue d'une possible contagion à d'autres pays et d'une transition entre les difficultés financières et les impacts sur les activités réelles demeurent les principaux risques présents dans l'ensemble de la région. Ces risques pourraient avoir des effets considérables sur l'étendue et la teneur des marchés d'exportations. Pour les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé (CCG) en particulier, les problèmes des systèmes bancaires, au sein d'un environnement fragile de bilans faibles, et l'incapacité à obtenir de nouveaux prêts constituent des préoccupations persistantes. En plus du risque d'une croissance européenne (et mondiale) plus lente, il existe celui d'un scénario moindre qu'anticipé pour le prix du pétrole entre 2010 et 2012 qui aurait des répercussions sur les excédents extérieurs des exportateurs de pétrole de la région, sur leurs positions budgétaires et sur la croissance de leur PIB. Enfin, il faut examiner si les développements au sein de la région, notamment les réformes entreprises dans des pays tels que l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, seront contrecarrés par la crise mondiale ou s'ils pourront progresser malgré des conditions extérieures encore plus néfastes.

Graphique B4. 9 Les balances des paiements courants vont se détériorer

balance des paiements courants en pourcentage du PIB



Source : Banque mondiale.

Tableau B4.4 Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives par pays

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	95-05 ¹	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
Algérie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.0	3.0	2.4	2.1	4.6	4.1	4.3
Solde courant, en % du PIB	8.2	22.5	19.9	0.4	2.7	2.3	1.9
Égypte, Rép. arabe d'							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.4	7.1	7.2	4.7	5.0	5.5	5.7
Solde courant, en % du PIB	0.4	4.3	0.5	-2.4	-1.7	-1.8	-1.9
Iran, Rép. islamique d'							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.8	6.2	2.3	1.8	3.0	3.2	3.2
Solde courant, en % du PIB	7.3	17.9	14.2	2.1	5.4	4.1	2.6
Jordanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.7	8.0	7.9	2.8	3.9	4.5	5.0
Solde courant, en % du PIB	0.0	-8.8	-5.3	-2.8	-6.1	-7.3	-8.4
Liban							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	3.2	7.5	9.3	8.0	6.0	6.0	6.0
Solde courant, en % du PIB	-20.0	-11.3	-21.0	-18.5	-18.3	-17.9	-17.5
Maroc							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.4	2.7	5.6	5.3	3.0	4.4	5.0
Solde courant, en % du PIB	0.7	-0.1	-5.8	-4.9	-6.0	-6.5	-6.5
République arabe syrienne							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	3.2	4.2	5.2	3.0	4.0	5.5	5.5
Solde courant, en % du PIB	2.9	1.1	1.2	-2.9	-2.1	-3.7	-5.3
Tunisie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	5.0	6.3	4.5	3.1	4.0	5.0	5.5
Solde courant, en % du PIB	-3.0	-2.6	-4.3	-2.9	-2.5	-2.6	-2.6
Yémen, Rép. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ²	4.9	3.0	3.6	3.8	7.9	4.4	4.2
Solde courant, en % du PIB	3.1	-6.8	-5.6	-8.2	-1.6	-1.0	-1.6

Source : Banque mondiale. Remarques : e = estimation; p = prévision.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour sur la base d'informations nouvelles et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Les projections ici présentées peuvent de ce fait s'écarter de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si ses évaluations fondamentales des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon notable à un moment donné.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, l'Irak, la Libye et la Cisjordanie et Gaza.

1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.